

Ils veulent savoir où est l'amiante

Créé le 08/06/2011 à 04h29 -- Mis à jour le 08/06/2011 à 04h29



La manifestation, qui s'est déroulée hier midi, avait pour but d'interpeller le préfet. F. ELSNER / 20 Minutes — Santé

Des fonctionnaires dénoncent les risques de contamination dans des bâtiments publics

Ils étaient symboliquement recouverts d'une blouse de protection pour l'occasion. Plus de 200 fonctionnaires ont manifesté hier à Nantes afin d'obtenir une meilleure prise en compte du risque amiante dans l'administration publique. Les agents réclament au préfet d'agir pour faire cesser l'exposition invisible menaçant, selon eux, des centaines d'agents en Loire-Atlantique. « On découvre années après années nombre de bâtiments administratifs où l'amiante est présente sans que ceux qui y travaillent soient au courant. C'est le cas par exemple dernièrement de la Man ou de l'hôtel des impôts. Des personnels peuvent être contaminés, notamment à l'occasion de travaux réalisés sans précaution. Ça ne plus durer, le risque doit être identifié », peste Roland Hottelard, président de l'association départementale des victimes de l'amiante (Addeva).

Fonctionnaires discriminés

L'intersyndicale mobilisée hier exige donc un recensement de tous les bâtiments publics amiantés de Loire-Atlantique ainsi que la mise en place d'une signalétique réglementaire sur les matériaux contenant de l'amiante. Elle demande aussi un suivi médical adapté pour les agents exposés et une [retraite](#) anticipée pour les victimes.

« Contrairement au secteur privé, un suivi médical par scanner n'est pas proposé aux fonctionnaires. C'est à nous de prouver le lien entre maladie et exposition. Obtenir la reconnaissance de maladie professionnelle est un vrai parcours du combattant », déplore Francis Judas, ancien agent du Tripode. Cet énorme immeuble nantais bourré d'amiante n'a, six ans après sa démolition, toujours pas été reconnu par l'Etat comme site amianté. Une incohérence qui en fait aujourd'hui un symbole pour les personnels en lutte.

La Loire-Atlantique est l'un des départements les plus touchés par l'amiante. Les cancers spécifiques (mésothéliome) y sont trois fois plus fréquents qu'en moyenne en France. Leurs victimes sont souvent des ex-ouvriers des chantiers navals ou du port.

Frédéric Brenon